



LETTRE MENSUELLE

Octobre 2017

« Document destiné à des investisseurs qualifiés »

□ Certes ...

Certes, le score de la CDU, le parti d'Angela Merkel, est jugé très décevant par les commentateurs allemands; certes la nouvelle composition du parlement va forcer la chancelière à des contorsions politiques sans doute complexes puisque l'accouchement de cette coalition Jamaïque (CDU/Libéraux/Verts) risque de se faire aux forceps ; certes, surtout, l'entrée - assez massive - au Bundestag du mouvement d'extrême droite « Alternative pour l'Allemagne » qui récolte près de 13% des suffrages (et 22% dans les Länders de l'Est) constitue un choc sans précédent pour la population (et pour la communauté internationale) puisqu'il s'agit d'une première depuis la seconde guerre mondiale. Rien de cela ne peut bien sûr être négligé mais l'importance de ces élections se situe peut-être ailleurs.

□ Madame Merkel pourrait surprendre

Madame Merkel va bientôt entamer son quatrième et très probablement dernier mandat de Chancelière allemande. Mais elle va le faire dans un contexte géopolitique très différent de celui qu'elle a rencontré lorsqu'elle a été réélue en 2013. Et, de même que le monde a changé, il n'est pas impossible que Madame Merkel ait, elle aussi, évolué. D'autant que cette dernière période aux affaires sera celle d'un héritage qu'elle va probablement souhaiter plus international, plus ambitieux et peut-être même plus tranché. Celle que l'on a longtemps accusé d'entretenir une forme de mollesse utile pour les arrangements mais fatale pour accompagner des évolutions profondes va peut-être surprendre et, si elle le fait, cela constituera un bouleversement dont il n'est pas inutile d'examiner les fondements.

□ Deux « dogmes » essentiels sont tombés

Le monde qui entoure Madame Merkel est en effet bien différent de celui qu'elle a connu lors de ses trois précédents mandats, notamment parce que deux « dogmes » essentiels sont tombés. Le premier d'entre eux concerne la Russie puisque son président, Vladimir Poutine, s'est permis de renverser l'un des plus puissants tabous de l'ère moderne en changeant brutalement et sans avertissement ou presque les frontières de l'Europe. Le second est venu des Etats-Unis avec l'abandon d'un autre principe essentiel aux yeux allemands : l'engagement dans un monde porté par des valeurs libérales et appuyé sur des relations multilatérales, engagement qui avait été renouvelé sous l'ère Obama, ce qui

avait permis à la Chancelière allemande de s'effacer derrière le président américain avec lequel elle entretenait par ailleurs d'excellentes relations personnelles.

□ Des engagements déjà malmenés au moment de l'affaire irakienne

Bien sûr, ces engagements avaient déjà été malmenés au moment de l'affaire irakienne. A l'époque - comme l'espéraient les hauts responsables de l'administration américaine et comme le prévoyait un nombre restreint d'experts - la guerre en Irak avait été brève. Le premier (et officiellement le seul) objectif poursuivi par les troupes de la coalition anglo-américaine - la chute du régime de Saddam Hussein - avait été atteint rapidement, sans résistance importante de la part de l'armée irakienne. Les craintes d'une dérive du conflit liées à l'utilisation d'armes de destruction massive s'étaient avérées sans fondement, tout comme l'hypothèse d'une forte hausse des prix du pétrole provoquée par le sabotage des puits irakiens. En revanche, le monde en général (et les Américains en particulier) avaient lentement pris conscience des difficultés et des responsabilités inhérentes à l'orientation impérialiste imposée par la petite équipe regroupée autour du Président Bush.

□ Cette nouvelle volonté de puissance signait plutôt le déclin de l'Amérique

En réalité, l'expression de cette nouvelle volonté de puissance, bien loin de marquer le début d'une ère de force et de prospérité pour l'Amérique, en signait plutôt le déclin. Sur le plan militaire, l'arrogante suprématie des armes avait déclenché des réactions de peur et de haine qui se sont retournées contre les Etats-Unis (si la force brutale était une solution contre le terrorisme, Israël vivrait en paix depuis de nombreuses années). Dans le domaine politique, les alliances traditionnelles (y compris l'axe anglo-américain) ont été remises en question, du moins partiellement, par l'hégémonisme désordonné dont firent preuve les autorités américaines. En termes économiques, le modèle libéral, ouvert et pragmatique était d'ailleurs beaucoup moins en cours au sein de l'administration Bush dont la politique plutôt protectionniste et étatique a entraîné les Etats-Unis dans le cycle d'augmentation des dépenses publiques le plus important depuis la guerre du Vietnam.

□ L'art de se faire des ennemis

Rappelons pour l'anecdote qu'en l'espace de deux ans l'Amérique de Georges Bush s'était mise à dos les Européens dans l'affaire du réchauffement de la planète (déjà !), les Russes dans la négociation des missiles balistiques, les pays en voie de développement pour ce qui concerne la libéralisation de certains produits pharmaceutiques et le Mexique dans le domaine de l'immigration (déjà, *again* !). Sans compter les dommages sévères infligés aux relations américano-turques, le retrait de la cour internationale de justice et le désintérêt marqué pour l'ONU et l'Otan !

□ Une tendance schizophrénique magnifiée par les idéologues de l'équipe Trump

Cette tendance schizophrénique qui combine agression extérieure et repli sur soi constitue, on le sait, une part de l'ADN des Républicains américains. Elle est toutefois poussée un très large cran au-dessus par le cercle des idéologues qui gravitent autour de Trump. Prenons pour s'en convaincre la tribune co-écrite en mai par Gary Cohn et le général McMaster, respectivement directeur du *National Economic Council* pour le premier et *National Security Adviser* pour le second. Ils y expliquent que le monde n'est pas (ou plus ?) une communauté globale à la recherche de l'amélioration du bien commun mais une arène dans laquelle s'affrontent des états, des acteurs non gouvernementaux et des intérêts privés. Et ils ajoutent que les Etats-Unis apportent dans ce chaudron une expertise unique que ce soit dans le domaine militaire, économique, politique ou culturel.

□ Des intérêts qui doivent être alignés sur ceux des Etats-Unis

C'est dans ce contexte d'un affrontement permanent que ces deux experts affirment que leur pays, garant d'un axe moral qu'ils sont seuls capables d'imposer, souhaitent travailler avec leurs amis et alliés. Mais l'affaire n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air car ces derniers ne sont identifiés comme tels que si ils ont des intérêts qui s'alignent avec ceux des Etats-Unis (ils parlent d'intérêts, non pas de valeurs, de culture ou d'histoire). A contrario, ceux qui ont des intérêts divergents (ou pire conflictuels) s'exposent à des mesures de rétorsion jusqu'à ce qu'ils acceptent de corriger leurs pratiques pour les aligner sur celles que les Etats-Unis jugent conformes aux intérêts propres des Etats-Unis.

□ Being strong equal being right

Il est important de comprendre que cette approche manichéenne (nous contre eux) et politiquement mercantile (je ne gagne que si ils perdent ou bien je perds si ils gagnent) n'est pas seulement le produit de l'administration Trump mais le révélateur d'une fracture de la société américaine qui fabrique aujourd'hui un climat dans lequel les gens en viennent à considérer comme des ennemis ceux qui professent des opinions différentes. Comme l'a fort bien écrit le sénateur républicain (et anti Trump) Jeff Flake, «une large frange de la population a décidé d'abandonner la vieille idée d'un bien commun en faveur d'une volonté inextinguible de destruction». Et derrière cette volonté d'en découdre se cache l'idée que le plus fort étant celui qui a raison, il est légitime d'infliger des dommages à l'autre pour faire prospérer sa cause.

□ Une approche incompatible avec le modèle allemand...

A l'évidence, une telle approche ne peut pas être acceptée par l'Allemagne et par sa Chancelière ne serait-ce que parce que, si elle avait été appliquée en 1945, l'Allemagne toute entière serait devenue une province de l'Union Soviétique. Au surplus, le multilatéralisme qui irrite tant Monsieur Trump est à la base du succès économique du modèle allemand et si le raisonnement du président américain était correct, l'Allemagne aurait l'un des taux de chômage les plus élevés au monde. Or c'est tout l'inverse qui s'est produit. Ce qui ne signifie pas pour autant que l'exemple du multilatéralisme *tel qu'il est pratiqué par l'ensemble européen* soit un modèle sans faille. Trump quand il tape sur les bureaucrates de Bruxelles sait bien qu'il touche une corde sensible qui raisonne même chez les plus ardents partisans de l'UE.

□ ...et son histoire

L'approche américaine est d'autant plus insupportable pour l'Allemagne qu'elle touche aux fondements de ce qui a fait le renouveau d'un peuple traumatisé par la période nazie et qui a eu besoin, pour se reconstruire, de cet élan de libéralisme multilatéral qui lui a donné le sentiment d'appartenir à nouveau à la communauté internationale. C'est pourquoi il va falloir compter avec Angela Merkel qui, ce n'est sans doute pas une coïncidence, n'a annoncé sa décision de se représenter pour un quatrième mandat qu'après le Brexit et la victoire de Donald Trump. Et

l'on peut penser qu'à l'inverse du président américain qui semble gouverner par fragmentation elle tentera de faire évoluer le système par adhésions successives autour de deux thèmes : la promotion de l'Europe comme modèle d'un libéralisme ouvert face au repli américain et, en complément, la recherche du maintien d'un « système social raisonnable » comme elle l'a expliqué lors d'une interview dans le courant du mois de septembre.

□ **Le multilatéralisme militaire vit ses dernières heures**

Ce faisant les relations entre l'Europe et les Etats-Unis risquent de se distendre, même si Emmanuel Macron tente de maintenir une « entente cordiale » avec Donald Trump. Ce qui forcera l'Europe, Allemagne en premier, à repenser totalement une stratégie de défense militaire qui reste très dépendante de Washington. A cet égard le bon fonctionnement du couple franco-allemand constituerait la clé de voute d'une nouvelle alliance qui pourrait être vue d'un bon œil par les membres de cette coalition assez hétéroclite que la chancelière allemande va devoir diriger. Le multilatéralisme militaire du type Otan vit en effet ses dernières heures et même si personne n'a encore officiellement signé d'acte de décès, les milieux politiques européens savent qu'il va falloir détricoter les réseaux d'alliance qui ont été tissés depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

□ **La sécurité : un dossier dont l'Allemagne ne peut ignorer l'urgence**

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le président Macron, dans le discours qu'il a prononcé sur l'Europe à la tribune de la Sorbonne, a mis la sécurité à l'honneur en accordant à ce thème une place prééminente. Son « initiative européenne d'intervention » qu'il souhaite voir opérationnelle en 2020 sera certainement critiquée par les uns (qui la trouveront trop timide) ou les autres (qui la jugeront trop ambitieuse) mais elle a le mérite de remettre ce sujet au centre des enjeux politiques alors même que les partis allemands se préparent à négocier l'accord cadre de leur coopération future. Et en Allemagne plus qu'ailleurs, nul ne peut ignorer l'urgence dans ce domaine puisque ce pays, faiblement militarisé mais stratégiquement exposé, s'est longtemps reposé sur la présence américaine (et sur son passé) pour déléguer sa sécurité à autrui, c'est-à-dire bien sûr aux Etats-Unis mais également, et plus indirectement, à la puissance nucléaire française.

□ **Les nouveaux chevaux de bataille américains sont iranien et surtout nord-coréen**

Or, l'administration Trump ne semble plus tellement concernée par les enjeux européens, et moins encore par le risque d'un élargissement des intérêts russes sur ce continent. Ses chevaux de bataille sont iranien et, surtout, nord-coréen avec, dans ce dernier cas, une problématique spécifique puisqu'elle ne peut envisager aucune solution diplomatique sans l'aide de la Chine et aucune solution militaire sans entrer potentiellement en conflit avec cette même Chine qui ne pourrait tolérer une telle ingérence sur un territoire qu'elle considère comme étant « sous son contrôle ». Or dans quelle catégorie convient-il de placer la Chine ? Amie, ennemie ? Faut-il l'affronter, notamment sur les questions économiques, ou faut-il tenter de collaborer ? Les intérêts des Etats-Unis et ceux de la Chine sont-ils convergents ?

□ **Où se situe la Chine ?**

Aucune unité ne se dégage au sein de l'administration Trump sur ces questions. On sait que Steve Bannon, le proche conseiller du président américain qui s'est fait éjecter pendant l'été, était un farouche partisan de l'affrontement car il estime que la montée en puissance de la Chine s'est faite au détriment de la classe moyenne américaine. D'autres voix se montrent plus prudentes et soulignent que la Chine est devenu un acteur incontournable sur nombre de dossiers (dont la Corée du Nord) et qu'il serait suicidaire pour les Etats-Unis de rentrer dans une logique d'affrontement avec ce pays. Tous reconnaissent toutefois que les relations sino-américaines sont absolument cruciales pour l'avenir de la planète. Les deux pays possèdent des armes nucléaires ; leurs ambitions façonnent la marche du monde et la taille de leurs économies respectives dépasse, et de loin, celle de leur plus proche concurrent. Alliés, ils peuvent apaiser le globe, ennemis ils peuvent l'endommager.

□ **Xi Jinping poursuit une stratégie d'expansion contrôlée**

Du côté chinois l'impression déçagée va à l'encontre de celle qui émane des Etats-Unis. Face à l'erratique et imprévisible Monsieur Trump, le président Xi Jinping soigne son image d'homme d'Etat stable et poursuit une stratégie d'expansion qui s'appuie principalement sur la puissance commerciale de son pays et, moins ouvertement, sur un développement de ses capacités militaires. La traditionnelle discrétion de la représentation chinoise à l'ONU (qui

s'abritait généralement derrière les positions soviétiques, puis russes) a laissé place à des prises de position plus nombreuses et plus tranchées, lesquelles prises de position se sont multipliées depuis l'entrée en fonction de Trump à la Maison Blanche. A peine arrivé au pouvoir, et contrairement à l'attitude de son prédécesseur Barack Obama qui cherchait à étendre l'influence américaine en Asie, le président américain a cédé du terrain à la Chine, notamment en se retirant du *Trans-Pacific Partnership* ce qui permet à Pékin de dicter plus librement les règles commerciales de la région.

❑ **Les autorités chinoises se plient, partiellement, aux demandes américaines**

Dans le même temps, les pressions qu'exercent (ou tentent d'exercer) les responsables de l'administration américaine sur leurs homologues chinois s'accroissent car ils restent persuadés qu'en tant que principal pourvoyeur de pétrole et de nourriture, la Chine pourrait à elle seule résoudre la crise nord-coréenne si elle le souhaitait. Or, même si les autorités chinoises se sont partiellement pliées aux demandes américaines - en soutenant par exemple le vote à l'ONU de sanctions plus importantes à l'encontre du régime nord-coréen - il est peu probable 1) qu'elles trouvent un intérêt à la chute de Kim Jong-un et 2) qu'elles soient en mesure de forcer la main aux autorités nord-coréennes pour qu'elles acceptent une reddition. L'examen des dernières statistiques douanières chinoises montre d'ailleurs les ambiguïtés que continuent d'entretenir la Chine puisque, si les exportations de carburant vers la Corée du Nord ont chuté en août, ainsi que les importations nord-coréennes de minerai de fer, les livraisons de charbon se sont, elles, reprises après une pause de cinq mois.

❑ **Little rocket man et vieux sénile**

Récemment, la tension s'est faite plus vive alors que Donald Trump menaçait, à la tribune des Nations Unies, de « détruire totalement » ce pays de 26 millions d'habitants tout en ajoutant, quelques jours plus tard sur Twitter, que les dirigeants actuels - et notamment Kim Jong-un qu'il qualifie de *Little rocket man* - n'en avaient plus pour longtemps. Probablement honoré d'être ainsi directement pris à partie par l'homme le plus puissant du monde, le président nord-coréen, dans une rare déclaration publique, a qualifié quelques jours plus tard le président américain de « vieux sénile » et annoncé qu'il prenait des « contre-mesures radicales et historiques ». Tout cela sur fond de bombardiers américains qui se rapprochent dangereusement de la zone

démilitarisée entre les deux Corées, de renforcement des défenses côtières orientales en Corée du Nord et de menaces d'expériences atomiques à ciel ouvert...

❑ **Conclusions : Les voies de sortie de cet affrontement sont étroites**

Si l'on écarte l'hypothèse de l'anéantissement de la Corée du Nord promise par Donald Trump, hypothèse qui reste heureusement très peu probable, les voies de sortie de cet affrontement sont étroites. L'espoir que caressent encore de rares experts de voir la Corée du Nord se plier aux exigences de la communauté internationale semble mince : Kim Jung-un est sans aucun doute dangereux mais il n'est ni idiot ni faible et il a parfaitement en tête le sort de ses coreligionnaires en dictature (Kadhafi, Saddam Hussein, etc...) qui n'ont pas su ou pas pu se doter de l'arme nucléaire. En revanche, les sanctions économiques, si elles sont appliquées, pourraient avoir à terme un effet suffisamment dissuasif pour amener le dirigeant Nord-Coréen à certaines concessions. En réalité, comme le dit l'un des experts de la question : « Nous avons appris à vivre avec des armes nucléaires soviétiques, chinoises maoïstes, pakistanaises. Nous pouvons aussi nous adapter aux armes nucléaires nord-coréennes ». Espérons...